

[Accueil](#) / [Actualités](#) / [Santé](#) / [Accueil psychosocial au CLSC Ahuntsic: Québec refuse de reculer](#)

Le Collectif Ahuntsic-Montréal-Nord contre l'austérité presse Marie Montpetit de faire pression en haut lieu

Accueil psychosocial au CLSC Ahuntsic: Québec refuse de reculer

Publié le [20/04/2017](#)
par [Alain Martineau](#)



(Photo: archives JDV)

Un groupe de défenseurs du secteur public du nord de Montréal invite la députée de Crémazie, Marie Montpetit, à faire pression sur son collègue Gaétan Barrette et le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Nord-de-l'Île-de-Montréal afin de faire revenir l'accueil psychosocial au CLSC Ahuntsic.

Le Collectif Ahuntsic Montréal-Nord unis contre l'austérité (composé de militants des milieux communautaire, de la santé et de l'éducation) revient à la charge dans ce dossier en interpellant celle qui est aussi adjointe du ministre de la Santé et des services sociaux dans le cabinet Couillard.

Bertrand Guibord, porte-parole du collectif, estime que la population d'Ahuntsic n'a pas à faire les frais d'une décision qui force par exemple des gens qui ont besoin de services, comme de jeunes étudiants de l'école secondaire Sophie-Barat (située à deux pas du CLSC Ahuntsic) de devoir se déplacer aussi loin qu'au CLSC Montréal-Nord (au coin des boulevards Lacordaire et Henri-Bourassa) pour obtenir des conseils.

Déjà, les adolescents d'Ahuntsic doivent se rendre au même endroit à la suite de la fermeture, il y a deux ans, de la clinique jeunesse du CLSC Ahuntsic, ce qui fait dire à M. Guibord que les jeunes notamment sont «victimes des décisions du gouvernement libéral et leurs droits sociaux sont atteints». Pour lui, la question de l'accessibilité est ainsi remise en question.

Au bureau de la députée, on se veut toutefois rassurant relativement à ce dossier.

«Premièrement, a fait savoir Jonathan Boursier, attaché politique, ce changement n'entraîne aucune diminution de service ou coupure de poste. De plus, les suivis des usagers pourront toujours être faits au CLSC Ahuntsic. Toute personne se présentant en état de crise au CLSC Ahuntsic sera prise en charge sur place. Aussi, une personne voulant consulter un travailleur social pourra le faire par téléphone, ce qui demeure un moyen direct et rapide en situation de crise » a-t-il précisé.

CLSC «dépecé»

Le Collectif va encore plus loin dans sa critique en disant craindre une privatisation «tranquille» des services publics, le gouvernement y allant selon lui «morceau par morceau».

«Quand l'on vient chercher de l'information au CLSC, on nous dit maintenant de nous rendre dans un GMF, qui est une clinique privée, où deux travailleurs sociaux ont déjà été transférés jusqu'ici. Il n'y a pas si longtemps, on disait que les CLSC existaient pour rendre des services alors qu'aujourd'hui, le gouvernement préfère utiliser un autre vocable, parlant de services qui doivent être rendus. C'est insidieux, le gouvernement Couillard frappe petit à petit dans le secteur public pour faire des transferts dans le privé », ajoute-t-il.

De plus, le Collectif n'en démord pas sur l'accès aux soins.

«La députée libérale, a soutenu le porte-parole du mouvement, avait dit que l'accessibilité et la qualité des soins de santé pour la population du quartier figuraient parmi ses priorités. Or, on voit difficilement comment des décisions prises dans le nord pourraient contribuer à l'atteinte de ces objectifs, surtout avec des transferts vers des GMF. »

Chez Marie Montpetit, on estime que les services sont là avec le même nombre de personnel, tout en se portant à la défense des GMF.

« Il est faux de dire qu'offrir des ressources professionnelles dans les GMF représente une réduction de services, a soutenu M. Boursier. Les GMF font partie intégrante du réseau de la santé. Ils sont un accès de première ligne important pour nombre de citoyens. Offrir les

services de travailleurs sociaux en GMF favorise l'accès aux personnes dans un environnement connu et rassurant, ce qui n'est pas à négliger pour une personne en situation de vulnérabilité, en plus de faciliter le suivi clinique avec l'équipe multidisciplinaire en place », a-t-il affirmé.

« De plus, si un citoyen n'avait pas reçu l'accueil psychosocial que son état exige, nous l'invitons à la contacter. Mme Montpetit fera les représentations nécessaires aux autorités du CIUSSS afin que la situation soit corrigée » a indiqué Jonathan Boursier du bureau de Mme Montpetit.

PATIENTS DÉPLACEMENTS

Le syndicat qui représente les travailleurs sociaux déplacés, l'Alliance du personnel professionnel et technique (l'APTS, qui vient d'aller chercher bon nombre de nouveaux membres à la CSN), avait déjà indiqué qu'environ 150 personnes dans le besoin, à chaque mois, devaient maintenant trouver des ressources ailleurs (GMF, ou encore les CLSC de Montréal-Nord ou de Villeray).

A l'instar de la haute direction du CIUSSS, la députée Marie Montpetit avait déjà signalé que les services offerts sont toujours à proximité.

« Le CIUSSS a aussi entamé un processus, avec les organismes communautaires du quartier, pour assurer des canaux de référencement efficaces, a renchéri M. Boursier. En outre, il est à noter que le CLSC Villeray (qui se trouve à 4,2 km du CLSC Ahuntsic) représente aussi un point d'accueil potentiel. En l'occurrence, une personne résidant au cœur du Domaine St-Sulpice ne verra aucune différence de transport entre les deux CLSC ».

(Par Alain Martineau) (2017-04-21)



[Article suivant](#) >>

<< [Retour à l'accueil](#)